

Collectif BDS. Mobilisation devant les locaux d'Orange



Mouvement de la Paix, Attac, EELV, NPA, PCF, l'UDB, Alternatifs, CCFD-Terre Solidaire, SNES et CNT : tous s'unissent autour de France Palestine Solidarité pour dénoncer l'accord passé entre Orange et Partner Communications.

Le Collectif BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) a décidé de se rassembler début mai devant les locaux quimpérois d'Orange, pour dénoncer l'accord passé entre l'entreprise française et une société de téléphonie israélienne, Partner Communications, implantée en Palestine. Cet accord permet notamment à Partner Communications d'utiliser la marque Orange, de bénéficier d'une aide technique et d'achat groupé de matériels.

Une pétition

Les différentes associations et partis politiques membres du collectif distribueront des tracts et proposeront de signer une pétition. « Nous demandons que France-Télécom-Orange rompe son accord avec Partner au nom

du droit et de la paix », insiste Yves Jardin, président du groupe du Pays de Cornouaille de France-Palestine Solidarité. Il étaye : « Dans 60 % de la Cisjordanie, les opérateurs palestiniens ne sont pas autorisés à travailler. Cela réserve le marché aux opérateurs israéliens, notamment Partner. Les entreprises israéliennes ne payent pas d'impôts à l'autorité palestinienne pour leur activité commerciale sur le territoire palestinien. La perte de recettes annuelle s'élève à 60 millions de dollars ».

Le Collectif BDS, qui réclame la « création d'un État palestinien viable », n'exclut pas d'autres actions, comme celles déjà menées devant deux supermarchés quimpérois en décembre 2010 et février dernier.

LDH. Pique-nique fraternel le 1^{er}-Mai à Kermoyan

« Ensemble contre une société de la peur et du rejet ! » La section quimpéroise de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) invite les citoyens et les organisations républicaines et progressistes à participer à un « pique-nique de la fraternité », le 1^{er}-Mai, à Kermoyan. Le rendez-vous est donné à 12 h 30 sur le parvis de la MPT de Penhars (avec déjeuner tiré du panier), à l'issue du traditionnel défilé du 1^{er}-Mai en centre-ville. Au regard du score du Front National au 1^{er} tour de l'élection présidentielle et « à la montée continue de l'extrême droite en Europe », la LDH estime « la crise politique profonde ».

« Mais elle ne doit pas paralyser ceux qui œuvrent pour une société de solidarité, de tolérance et

d'ouverture. La République et ses valeurs de fraternité doivent aller au-devant de cette France de la peur, pour ne pas laisser cette dernière occuper le terrain et les esprits », insiste la section locale de la LDH.

À Kermoyan, où le FN a recueilli le plus de voix, dimanche, à Quimper, la LDH invite « les électeurs frontistes à venir discuter et ouvrir les yeux sur un vote inutile, mais, qui plus est, est porteur d'un projet mortifère pour la société entière ». Musiques, fanfares et animations seront les bienvenues lors du pique-nique, signifie la LDH.

> Pratique
ldh.quimper@yahoo.fr ;
Tél. 06.70.21.27.21 ou
06.81.60.17.99.

Les grandes villae. Conférence aujourd'hui au Pôle universitaire

Cristina Gandini, maître de conférences d'archéologie à l'UBO tiendra une conférence aujourd'hui au Pôle universitaire sur le thème « jeu architectural et mise en scène des activités agricoles : les grandes villae dans les provinces

des Gaules et des Germanies. »

> Pratique
Conférence aujourd'hui au
Pôle Pierre-Jakez Hélias à
18 h, amphi Michel-Quesnel.
Entrée libre.

École. La réforme ou l'implosion !

Comment va notre école ? « Mal », a martelé lundi soir le sociologue François Dubet dans le cadre de la Liberté de l'esprit.

François Dubet, lundi au Chapeau-Rouge devant cent spectateurs : « Notre système éducatif doit être transformé d'urgence ! »



Passésistes, les Français ? Quoi qu'il en soit, ils cultivent volontiers la nostalgie de l'école d'antan, celle de Jules Ferry et de « son catéchisme scolaire républicain » fondé sur « le savoir et l'autorité ». Sociologue de renom, spécialiste des questions scolaires, François Dubet a dressé, avant-hier, devant 100 spectateurs, un portrait infiniment moins flatteur de l'école des années 2010. « Le système se délite, le niveau baisse ». Franc, parfois provocateur dans ses propos, Dubet n'y va pas par quatre chemins. « Tout le monde sait dans un état catastrophique ».

Pis : la France qui se revendique comme égalitaire a créé au fil du temps un système éducatif profondément inégalitaire !

Des exemples à l'appui

Avec force, le chercheur illustre son discours de quelques exemples précis. « Le Canada a plus d'inégalités sociales que la France mais moins d'inégalités scolaires ». En d'autres termes, il est possible, estime-t-il, de dissocier l'échec scolaire du milieu social de l'enfant. Mais pour cela, il faut transformer en profondeur l'école en prenant mieux en compte les difficultés rencontrées par les élé-

ves « décrocheurs ».

Primaire et collège associés

Pour François Dubet, le chantier prioritaire demeure l'école primaire qu'il faut davantage associer au collège dans un cycle commun axé sur les savoirs fondamentaux. « L'école doit être jugée sur sa capacité à élever le niveau de base des élèves ». Le cadre actuel profite en priorité aux enfants de cadre et d'enseignants. « On a créé, de fait, un marché scolaire où les parents choisissent leur école en fonction de l'intérêt de leurs enfants », explique François Dubet. D'où

une ségrégation territoriale très marquée.

Égoïstes classes moyennes

« En France, c'est un tabou : il y a dans nos grandes villes des écoles de Blancs et des écoles de Noirs ! ». Pour Dubet, il est urgent d'agir sous peine d'effondrement du système. « Mais cela nécessite du courage politique », affirme-t-il. Le chercheur énumère, pêle-mêle, quelques pistes : surmonter la frilosité du corps enseignant, le corporatisme syndical, l'égoïsme des classes moyennes.

Gilles Carrière

Solidarité. Un champ de patates pour aider Mahibouo

C'est la deuxième année que l'association, née en 1995, cultive un champ de pommes de terre en contrebas de la route de Rosporden, afin de financer ses actions dans le village de Mahibouo situé à 300 km d'Abidjan, en Côte d'Ivoire.



Pour soutenir le lancement d'un groupement de productrices de cultures vivrières dans un petit village ivoirien, l'association Côte d'Ivoire-Mahibouo a planté un champ de pommes de terre.

Cette fois, les bénéfices de la récolte serviront à financer le lancement d'un groupement de productrices de cultures vivrières. « L'idée a germé il y a deux ans quand, l'école étant en place, ils ont ouvert une cantine », rappelle le président Jean-Michel Le Roux. L'objectif de ce groupement qui réunit 45 femmes est

de satisfaire progressivement les besoins alimentaires de la nouvelle cantine pour 380 enfants, mais aussi la demande des villageois et de créer un marché local ouvert sur le canton. « C'est une région où les cultures vivrières ne sont pas très développées car c'est une région de cacao où les petits paysans ont abandonné ce

type de cultures. Aujourd'hui, ils s'orientent vers l'hévéa », précise le président de l'association qui a pu compter, hier après-midi, sur de nombreux bras pour cette action de solidarité. L'an dernier, 600 kg de pommes de terre Charlotte avaient été récoltés. Cette année, avec la variété Amandine et une parcelle plus grande, l'as-

sociation ambitionne d'atteindre la tonne de pommes de terre qui sera vendue sur place au moment de la récolte, prévue dans trois mois.

> Utile
Pour en savoir plus :
<http://ci-mahibouo.blogspot.com/>.

La Sécurité routière
AVEC VOTRE MAGASIN **U**
AUJOURD'HUI
UN COFFRET DE 2 ETHYLOTESTS NF OFFERT POUR 40€ D'ACHAT
U express **QUIMPER**